

> [Analyses et témoignages](#) > [Afrique](#) > « La nouvelle ruée vers l'Afrique bat son plein » - Interview de Raf (...)

« La nouvelle ruée vers l'Afrique bat son plein » - Interview de Raf Custers

TONY BUSSELEN

[envoyer par mail](#) 28

2 avril 2013

Article en PDF: 

Depuis l'époque coloniale, ceux qui cherchent des matières premières peuvent faire ce qu'ils veulent en Afrique, pratiquement sans entrave. Après la décolonisation, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont affaibli bon nombre d'États en leur imposant des réformes structurelles. Aujourd'hui, toutefois, certains gouvernements africains tentent de résister.



(Photo Anglo American Plc/ Flickr)

Au temps du colonialisme, l'Afrique était connue comme fournisseur de matières premières. Aujourd'hui, le continent semble surtout débordé par la misère, la guerre, des dictateurs corrompus ou des seigneurs de guerre. Pourtant, Raf Custers a estimé que c'était le moment idéal d'écrire un livre sur les grandes entreprises minières et les matières premières en Afrique.

Raf Custers. Ça a commencé en 2007 avec un rapport de l'UNCTAD (l'agence des Nations unies pour le commerce et le développement, NdIR) révélant l'ampleur croissante des exploitations minières. C'était une rupture car, pendant deux décennies, les prix des matières premières avaient été bas et il y avait eu peu d'investissements. Le bouleversement est surtout venu des pays émergents, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, qui avaient de plus en plus besoin de matières premières et se sont entre autres tournés vers l'Afrique. C'est pourquoi on a également parlé d'une nouvelle ruée vers l'Afrique de la part des grandes compagnies minières, tout comme il y a cent ou cent cinquante ans.

L'Afrique doit-elle donc s'attendre à une seconde vague de colonisation ?

Raf Custers. Celle-ci est déjà en route depuis un bout de temps. Elle a commencé dans les années 1980 et 1990, avec les réformes imposées aux pays africains par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. On n'appelait pas encore ça austérité, mais ajustement structurel. Mais ça revient au même : l'État a dû dégraisser et les investisseurs privés ont pu agir en toute liberté. Nous savons depuis que ces réformes ont été un flop. C'est pourquoi on entend de plus en plus souvent, en Afrique, des voix qui réclament une seconde indépendance.

Que signifiaient alors ces réformes, en pratique ?

Raf Custers. Qu'au Mali, par exemple, des entreprises privées allaient exploiter les mines d'or, mais ç'a été carrément du pillage. Des pays comme la Zambie et le Zaïre de l'époque ont été obligés de morceler leurs grandes entreprises minières et de les transformer en dizaines de joint-ventures où les investisseurs privés occidentaux étaient les patrons. Partout, ces contrats étaient très avantageux pour les sociétés minières. Pendant des années, elles ont été exemptées d'impôt et elles ne paient que de faibles royalties (le pourcentage des recettes payé aux autorités par l'exploitant, NdIR). Et elles donnent du travail à relativement peu de monde.

Les pays riches en matières premières restent souvent très pauvres. Les États africains ne sont-ils pas les premiers responsables de cette malédiction des matières premières ?

Raf Custers. Un pays comme le Congo est un exemple typique de ce à quoi peut aboutir un ajustement structurel. L'État y est ramené à une espèce de carcasse dotée d'un appareil d'État impuissant. Les grandes entreprises transnationales y jouissent d'une liberté énorme. L'administration n'a rien. Un exemple : dans le bassin du fleuve Congo, on peut construire des centaines de micro-barrages afin de faire de l'électricité. Dans les années 1990, on a établi un inventaire de ces endroits. Mais, à la société nationale d'électricité, ils n'ont toujours qu'un seul exemplaire de cet inventaire. Que peut faire une telle administration face aux entreprises privées ?

Les entreprises font ce qu'elles veulent. Prenons le Mali, où il y a des mines d'or. Le ministre des Finances a lui-même admis que le gouvernement ne savait pas combien d'or les entreprises minières exportaient...

Mais n'innocentez-vous pas les élites locales ?

Raf Custers. Au Congo, l'ancien dictateur Mobutu est à la base de la corruption. Il ne faut pas oublier qu'il était un ami des États-Unis, pendant la guerre froide contre l'influence de l'URSS. Au début des années 1980, il a libéralisé de grands pans de l'économie. Il avait donné comme directive littéralement : « Débrouillez-vous. » Le secteur informel s'est fortement développé. Toutes sortes de réseaux y sont actifs, qui s'infiltrent dans ce qu'il reste encore de l'État, dans l'administration, l'armée, etc. L'Occident essaie d'avoir prise là-dessus. Mais plus l'Occident exerce des pressions, plus ces réseaux se replient sur eux-mêmes. Ce qui se passe à la surface est une chose ; ce qui se passe en dessous, c'est tout à fait autre chose. Je compare ça à une partie d'échecs, mais avec un échiquier à six côtés et quatre étages. Toute une série de joueurs visibles et invisibles déplacent leurs pièces en même temps.

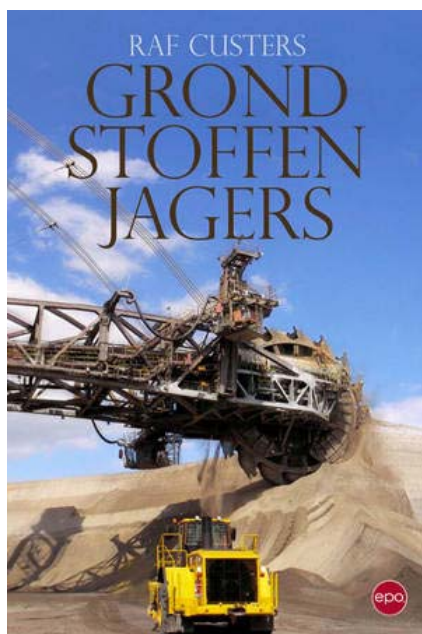
Au Congo, certains acteurs privés sont devenus immensément riches, alors que le peuple vit dans la misère. Les choses ont-elles fondamentalement changé depuis l'époque Mobutu ?

Raf Custers. Mobutu a été chassé par une insurrection populaire, mais le système n'a pas disparu tout d'un coup. En outre, une guerre a ensuite éclaté. Le Congo a vécu près de dix ans en guerre, avec des rébellions attisées de l'extérieur. Comment avoir emprise sur un tel chaos ? Comment s'en prendre aux réseaux corrompus ? Le président précédent, Laurent-Désiré Kabila, a essayé de le faire à la fin des années 1990. Les États-Unis étaient alors au sommet de leur puissance. Les mobutistes n'ont jamais entièrement disparu et Kabila a été assassiné. Joseph Kabila a succédé à son père. Il parvient à rester debout dans ce panier à crabes, où ont survécu en partie, forcément, les mêmes pratiques.

Mais, sous sa direction, le Congo progresse. Il se heurte au pouvoir des grandes entreprises minières, il a fait modifier les contrats miniers, il essaie d'agir en souveraineté face à la tutelle de l'Occident. Cela donne des résultats. Le Congo produit aujourd'hui trente fois plus de cuivre qu'il y a dix ans. Et l'État en tire davantage des revenus. Le dernier rapport de l'EITI, l'initiative destinée à rendre visible les flux d'argent entre les sociétés minières et l'État, en dit long à ce propos. En 2010, l'État a perçu 875 millions de dollars des entreprises, soit deux fois plus qu'en 2007. Et ce, du fait que la perception fonctionne mieux et qu'il y a moins de fuites d'argent du système. Cela reste une tâche difficile et de longue haleine. Les joueurs d'échecs invisibles continuent à saboter tout progrès, mais il y a moins de joueurs autour de l'échiquier qu'il y a dix ans. Je vois la situation progresser, et je ne suis pas le seul.

BIENTÔT DISPONIBLE CHEZ INVESTIG'ACTION EN FRANÇAIS :

Les chasseurs de matières premières de Raf Custers



Grondstoffenjagers, Raf Custers, Ed. EPO, 2013, 264 p., 21,50 euros (en néerlandais)

Source : [Solidaire](#)

[Afrique](#) - [Colonialisme](#) - [Congo](#) - [Mali](#)

>> Retrouvez sur notre shop !